

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Le PDS implante ses coordinations de zones

ENA
Libreville/Gabon

Le maillage de la commune de Ntoum et ses environs par le PDS (Parti pour le développement et la solidarité sociale) de Me Séraphin Ndaot Rembogo, n'est pas un vain mot. La démonstration de cette "forte conquête d'espace" (le mot est du secrétaire général adjoint de cette formation politique, Jean-De-

Dieu Yembit Mangala) en a été faite dernièrement à l'occasion de l'installation des membres de ses structures de base, notamment les coordinations de zones. Dans son mot de bienvenue, le coordinateur communal a fait observer que le PDS comptait plus de 150 membres dans Ntoum et ses environs, et qu'à cause des mesures barrières et autres instructions du gouvernement en rapport avec le Covid-19, "seuls quelques dizaines de militants,

notamment les responsables des structures et leurs collaborateurs, ont été admis à participer à cette cérémonie de prise de fonction". Des propos qui ont sonné positivement dans les oreilles de Yembit Mangala. Lequel en a profité pour adresser aux uns et aux autres les félicitations du président du parti Séraphin Ndaot Rembogo qui suit avec beaucoup d'intérêt les actions menées en faveur du renforcement de l'implantation du PDS sur l'ensemble du territoire national. Jeunes, adultes, femmes et hommes

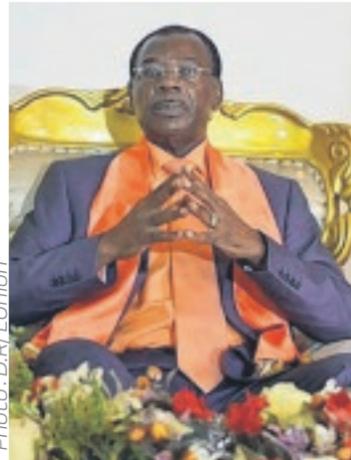


Photo: D.R./L'Union

Me Séraphin Ndaot Rembogo, le président du PDS, lors d'une précédente sortie.

composent ces nouvelles unités politiques à Ntoum où on les trouve aussi bien à Akonéki 1, 2 et 3, qu'à Nkan Poussière, Meyang, Route Cimenterie, Centre-ville, etc. Le secrétaire général adjoint du PDS qui, avec d'autres cadres du parti, ont procédé à leur installation, n'a pas manqué de louer la qualité de ces nouveaux membres qui ont vocation à animer le parti dans le chef-lieu du Komo-Mondah et sa périphérie. À noter qu'un important lot de matériel agricole a été remis aux responsables locaux par la hiérarchie.

Colloque chrétien pour la paix: le rapport remis au RPM



Photo: L.R.A.

Le prophète Max Alexandre Ngoua (à gauche) remettant au secrétaire exécutif du RPM, le rapport des recommandations du colloque chrétien pour la paix.

L.R.A.
Libreville/Gabon

Après le Parti démocratique gabonais (PDG), l'Observatoire chrétien pour la paix (plateforme issue du colloque chrétien pour la paix, tenu du 9 au 10 juin) a rencontré dernièrement à son siège, les membres et sympathisants du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM). C'était dans le cadre de la tournée des pèlerins pour la paix. Il était question pour le prophète Max Alexandre Ngoua de remettre à cette formation politique le rapport des recommandations du colloque chrétien pour la paix. "Car l'Eglise ne prie plus seulement, elle pense aussi. Et voici sa réflexion." Il ne s'agit ni d'une église ni d'un parti politique, mais une plateforme de propositions. "Nous avons pour vocation de travailler pour la prévention des conflits et trouver des consensus. Nous sommes aussi des médiateurs. Nous allons aussi dans la logique de l'accompagne-

ment", a déclaré un représentant de l'Observatoire chrétien pour la paix. Mais avant, le ministre de Dieu a exposé au RPM la vision biblique de la paix, le concept qui a motivé le colloque. L'homme de Dieu indique ainsi que la paix ne saurait être seulement l'absence de guerre parce que trop réducteur. Elle doit ainsi être étendue à la justice sociale, à l'éducation: "Le fameux mon peuple petit faute de connaissance". Et de constater que la dynamique éducative au Gabon est au rabais. Au-delà, il faut étendre la paix au logement et à la guérison qui fait référence aux structures sanitaires. La paix renvoie aussi à la richesse du plein-emploi et enfin à l'absence de la guerre. En réponse, Faustin Laurent Bilie Bi-Essone, secrétaire exécutif du RPM a eu ses mots: "Votre exposé cadre avec notre vision qui promeut une paix plurielle." Et de promettre de s'imprégner au mieux du rapport et rendre fidèlement compte au président du parti, Alexandre Barro Chambrier.

COMMUNIQUÉ

Liquidation OCTRA

Le Liquidateur de l'OCTRA, en réaction aux rumeurs savamment distillées par des personnes mal intentionnées et tendant à faire croire au retour dans le domaine public des espaces couverts par les Titres Fonciers OCTRA, après consultation et avis des services de la Conservation Foncière et ceux de l'ANUTTC, il apparaît qu'il n'existe aucun texte ayant déclaré d'utilité publique les parcelles faisant partie des Titres Fonciers de l'OCTRA. Il va sans dire que celles-ci restent bien et demeurent la propriété de l'OCTRA.

En conséquence, toute personne désireuse d'en faire l'acquisition ou de régulariser sa situation foncière, devra se rapprocher du Liquidateur de l'OCTRA qui reste le seul habilité à procéder à des ventes dans cette zone.

Tous les occupants anarchiques, sans droits ni titres, sont tenus de régulariser leurs situations respectives auprès de la Liquidation OCTRA, avant le 14 Octobre 2021, sous peine de poursuites judiciaires.

Le Liquidateur de l'OCTRA